

Note de département

MOP | N° 2020-45

Décision du 09 mars 2020

Décision N° 2020-45 du 09 mars 2020

portant délégation de signature du directeur du département de la Maîtrise d'Ouvrage des Projets (MOP) au directeur d'opération et maître d'ouvrage du prolongement de la ligne 14 à Mairie de Saint Ouen (PL14 MSO) et du prolongement de la ligne 14 d'Olympiades à Orly et des systèmes sur l'ensemble de la ligne (PL14 SUD) et aux chefs de projet assurant une conduite de projet de ces opérations

Le directeur du département MOP,

Vu le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs dans la région parisienne ;

Vu le décret n° 59-1091 du 23 septembre 1959 portant statut de la R.A.T.P. ;

Vu le décret n° 89-410 du 20 juin 1989 relatif à l'organisation de la R.A.T.P. ;

Vu les articles L.2142-1 et suivants du code des transports ;

Vu l'Instruction générale 435 (IG435) en vigueur, relative aux « Missions des responsables de sites de la RATP - Mise en œuvre des dispositions légales relatives à la santé et à la sécurité des personnes, spécifiques aux lieux de travail » ;

Vu la délégation de pouvoirs n°2020-04 consentie le 07 janvier 2020 au directeur du département MOP par la Présidente-Directrice générale de la RATP.

Décide :

Article 1^{er}

1. De donner délégation à M. Stéphane GARREAU, directeur d'opération et maître d'ouvrage du prolongement de la ligne 14 à Mairie de Saint Ouen (PL14 MSO) et du prolongement de la ligne 14 d'Olympiades à Orly et des systèmes sur l'ensemble de la ligne (PL14 SUD) à l'effet de signer, en son nom, les actes suivants, pris dans le cadre et pour les besoins de l'activité de l'unité Projet Ligne 14 (PL14):

1.1 Pour les actes de gestion comptable pris dans le cadre et pour les besoins de l'activité de l'unité PL14 :



Les décisions d'engagement et de réception des dépenses se rapportant à ladite activité lorsque celles-ci portent sur des actifs inscrits au bilan de l'opérateur de transport.

1.2 Pour les conventions, marchés et actes passés pour l'accomplissement de l'activité de l'unité PL14 :

1.2.1 - Tout acte pris lors de la passation des marchés, des bons de commande et avenants éventuels visés aux alinéas 1.2.2 et 1.2.3.

1.2.2. – Pour les besoins de l'exercice de la mission de maîtrise d'ouvrage que cette unité a en charge :

Les marchés ou bons de commande d'un montant inférieur ou égal à 5 millions d'euros ainsi que leurs avenants éventuels si le cumul du montant de ces derniers avec celui du marché initial ou d'un bon de commande initial demeure inférieur ou égal à 5 millions d'euros hors taxes.

1.2.3. - Pour les besoins de fonctionnement et de gestion courante de l'unité PL14 :

Les marchés ou bons de commande d'un montant inférieur ou égal à 100 000 hors taxes ainsi que leurs avenants éventuels si le cumul du montant de ces derniers avec celui du marché initial ou d'un bon de commande initial demeure inférieur ou égal à 100 000 euros hors taxes.

Les marchés et bons de commande visés par le présent alinéa 1.2.1.2 ainsi que par l'alinéa précédent 1.2.1.1 sont ceux passés par la RATP, en tant qu'entité adjudicatrice, pour ses besoins.

1.2.4 - Tout acte (notamment dossiers de candidatures, offres, devis) pris lors de la soumission aux procédures de passation de marchés, de conventions et contrats, d'un montant inférieur ou égal à 5 millions d'euros hors taxes, aussi bien lorsque ces procédures sont lancées pour les besoins de personnes publiques comme privées, et pour lesquels la RATP est prestataire.

1.2.5 - Les marchés, conventions et contrats visés à l'alinéa 1.2.4, d'un montant inférieur ou égal à 5 millions d'euros hors taxes, et pour lesquels la RATP est prestataire, ainsi que les avenants éventuels de ces marchés, conventions et contrats.

1.2.6 - Les autres conventions d'un montant inférieur ou égal à 5 millions d'euros hors taxes, ainsi que leurs avenants éventuels, à l'exception des conventions de financement passées entre la RATP et les financeurs relevant du Contrat de Plan Etat Région ainsi que les conventions afférentes aux affaires patrimoniales.

1.2.7 – Les actes d'exécution des marchés et bons commande passés par la RATP en tant qu'entité adjudicatrice :



1.2.7.1. A l'exception des actes définis au 1.2.7.2 pour lesquels des seuils sont fixés, tout acte nécessaire à l'exécution des marchés et bons de commande passés pour la réalisation de l'opération PL14, quel que soit le montant dudit acte et celui de ces marchés et bons de commande. Ces actes sont notamment les ordres de service, les états supplémentaires de prix forfaitaires et les bordereaux supplémentaires de prix unitaires, les actes d'acceptation et d'agrément des sous-traitants, les décisions de réception des prestations, les décomptes provisoires, les décisions d'ajournement ou de suspension.

1.2.7.2. Délégation est donnée également M. Stéphane GARREAU à l'effet de signer, en son nom, les mises en demeure, les décisions de résiliation, ou encore les décomptes généraux et définitifs, mais uniquement pour les marchés et bons de commande d'un montant inférieur ou égal à 5 millions d'euros hors taxe, ainsi que les ordres de service notifiant les décisions de poursuivre les travaux au-delà de la masse initiale du marché ou bon de commande, sous réserve que le nouveau montant du marché ou bon de commande fixé par cet ordre de service demeure inférieur ou égal à 5 millions d'euros hors taxe.

1.2.8 - Tout acte nécessaire à l'exécution des marchés, contrats et conventions visés aux alinéas 1.2.5 et 1.2.5.

1.2.8. Les transactions d'un montant inférieur à 5 millions d'euros hors taxes visant à régler les litiges nés dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés, bons de commande et conventions susvisés, sous réserve que lesdits litiges n'aient pas été portés devant le juge.

1.2.10 - Les actes nécessaires aux opérations de construction, de démolition et d'aménagement foncier, tel que notamment les demandes de permis de construire, de démolition ou de déclaration de travaux.

1.2.11 - Les actes pouvant concourir à l'application de la réglementation, notamment environnementale et de la santé publique, à l'activité des projets listés ci-dessus, et entre autres les demandes de déclaration, d'autorisation ou d'enregistrement.

Article 2

De donner délégation à M. Stéphane GARREAU à l'effet de signer, en son nom, les actes suivants, pris pour les besoins de l'opération PL 14 :

- tous les actes nécessaires à la mise en œuvre, par la RATP en tant qu'entreprise utilisatrice, des prescriptions définies par les articles R.4511-1 à R.4515-11 du code du travail et applicables aux interventions d'une ou plusieurs entreprises extérieures sur un site de la RATP pour les besoins de l'opération PL 14, quel que soit sa nature, pour laquelle MOP est donneur d'ordre au sens de l'IG435. Ces actes sont notamment les procès-verbaux des inspections communes préalables et les plans de prévention.
- tous les actes nécessaires à la mise en œuvre des prescriptions définies par les articles R.4532-1 et suivants du code du travail et incombant à la RATP en tant



que maître d'ouvrage, dans le cadre de la coordination lors des opérations de bâtiment et de génie civil. Ces actes sont notamment les lettres de mission désignant les coordonnateurs en matière de sécurité et de protection de la santé et les marchés désignant ces mêmes coordonnateurs, dans les conditions et les limites définies aux articles 1.2.1 et 1.2.2.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane GARREAU, **directeur d'opération et maître d'ouvrage du prolongement de la ligne 14 à Mairie de Saint Ouen (PL14 MSO) et du prolongement de la ligne 14 d'Olympiades à Orly et des systèmes sur l'ensemble de la ligne (PL14 SUD)**, de donner délégation à :

- M. Philippe MOYAL, chef du projet « Infrastructure du prolongement de la Ligne 14 de St Lazare à Mairie de St Ouen » ;
- M. Emmanuel SOLOGNY, chef du projet « Système de transport du prolongement de la Ligne 14 de St Lazare à Mairie de St Ouen » ;

à l'effet de signer en son nom tous les actes dont la signature a été déléguée par la présente décision pour l'opération de prolongement de la ligne 14 à Mairie de Saint Ouen (PL14 MSO)

et à :

- M. Florent NICOLAS, directeur adjoint de l'opération de prolongement de la ligne 14, en charge du projet de prolongement de la ligne 14 à Orly ;
- M. Laurent CHASSAGNE, chef du projet "Infrastructures du prolongement de la ligne 14 à Orly" ;
- M. Eric LEBRUN, chef de projet "Systèmes de transport du prolongement de la ligne 14 à Orly" ;

à l'effet de signer en son nom tous les actes dont la signature a été déléguée par la présente décision pour l'opération de prolongement de la ligne 14 d'Olympiades à Orly et des systèmes sur l'ensemble de la ligne (PL14 SUD).

Article 4

4. De donner délégation à :

- M. Philippe MOYAL, chef du projet « Infrastructures du prolongement de la Ligne 14 de St Lazare à Mairie de St Ouen » ;
- M. Emmanuel SOLOGNY, chef du projet « Système de transport du prolongement de la Ligne 14 de St Lazare à Mairie de St Ouen » ;
- Mme Jessica MAROUZE, chef du projet "Stations Pont Cardinet et Porte de Clichy du Prolongement de la Ligne 14 de St Lazare à Mairie de Saint-Ouen"
- M. Yannick SOLON, chef du projet « Sites de Maintenance et de Remisage du prolongement de la ligne de St Lazare à Mairie de St Ouen » et chef du projet « Sites de Maintenance et de Remisage du prolongement de la ligne 14 à Orly »



- M. Nicolas BEAUGENDRE, chef du projet "Stations Clichy Saint-Ouen, Mairie de Saint-Ouen et tunnel du Prolongement de la Ligne 14 de St Lazare à Mairie de Saint-Ouen";
- M. Jean-Daniel SCHMITT, chef du projet « Matériel Roulant MP14 / ACT du prolongement de la Ligne 14 de St Lazare à Mairie de Saint Ouen » ;
- M. Florent NICOLAS, directeur adjoint de l'opération de prolongement de la ligne 14, en charge du projet de prolongement de la ligne 14 à Orly ;
- M. Laurent CHASSAGNE, chef du projet "Infrastructures du prolongement de la ligne 14 à Orly" ;
- M. Eric LEBRUN, chef de projet "Systèmes de transport du prolongement de la ligne 14 à Orly" ;
- M. Nicolas BONFILS, chef du projet « Gros œuvre tunnel Morangis-Pont de Rungis, gros œuvre gare et tunnel Jean Prouvé-Maison Blanche et déviements concessionnaires du prolongement de la ligne 14 à Orly » ;
- Mme Marine LECLEF, chef du projet "Gros Œuvre gare et tunnel secteur Maison Blanche-TN2 du Prolongement de la Ligne 14 à Orly"
- M. Sebastien PICHON, chef du projet "Gros Œuvre gare et tunnel secteur Pont de Rungis- Jean Prouvé du Prolongement de la Ligne 14 à Orly "
- Mme Watsana KOUROUMALOS, chef du projet "Aménagement et second œuvre des gares du prolongement de la Ligne 14 à Orly"

à l'effet de signer, en son nom, les actes suivants, nécessaires à la réalisation des projets dont ils assurent respectivement la conduite et lorsqu'ils relèvent de l'activité du département MOP:

4.1. Pour les actes de gestion comptable pris dans le cadre de la réalisation de leurs projets respectifs :

Les décisions d'engagement et de réception des dépenses se rapportant audit projet lorsque celles-ci portent sur des actifs inscrits au bilan de l'opérateur de transport.

4.2 Pour les conventions, marchés et actes passés pour l'accomplissement de leur(s) projet(s) respectif(s) :

4.2.1 - Tout acte pris lors de la passation des marchés, des bons de commande et avenants éventuels visés à l'alinéa 4.2.2.

4.2.2. – Les marchés ou bons de commande d'un montant inférieur ou égal à 750 000 euros hors taxes ainsi que leurs avenants éventuels si le cumul du montant de ces derniers avec celui du marché initial ou d'un bon de commande initial demeure inférieur ou égal à 750 000 euros hors taxes.

Les marchés et bons de commande visés par le présent alinéa 4.2.2 ainsi que par l'alinéa précédent 4.2.1 sont ceux passés par la RATP, en tant qu'entité adjudicatrice, pour ses besoins.



4.2.3 - Tout acte (notamment dossiers de candidatures, offres, devis) pris lors de la soumission aux procédures de passation de marchés, de conventions et contrats, d'un montant inférieur ou égal à 750 000 euros hors taxes, aussi bien lorsque ces procédures sont lancées pour les besoins de personnes publiques comme privées, et pour lesquels la RATP est prestataire.

4.2.4 - Les marchés, conventions et contrats visés à l'alinéa 4.2.3, d'un montant inférieur ou égal à 750 000 euros hors taxes, et pour lesquels la RATP est prestataire, ainsi que les avenants éventuels de ces marchés, conventions et contrats.

4.2.5 - Les autres conventions d'un montant inférieur ou égal à 750 000 euros hors taxes, ainsi que leurs avenants éventuels, à l'exception des conventions de financement passées entre la RATP et les financeurs relevant du Contrat de Plan Etat Région ainsi que les conventions afférentes aux affaires patrimoniales.

4.2.6 – Les actes d'exécution des marchés et bons commande passés par la RATP en tant qu'entité adjudicatrice :

4.2.6.1. A l'exception des actes définis au 4.2.6.2 pour lesquels des seuils sont fixés, tout acte nécessaire à l'exécution des marchés et bons de commande passés pour la réalisation du projet, quel que soit le montant dudit acte et celui de ces marchés et bons de commande. Ces actes sont notamment les ordres de service, les états supplémentaires de prix forfaitaires et les bordereaux supplémentaires de prix unitaires, les actes d'acceptation et d'agrément des sous-traitants, les décisions de réception des prestations, les décomptes provisoires, les décisions d'ajournement ou de suspension.

4.2.6.2. Délégation est donnée également aux chefs de projets listés ci-dessus à l'effet de signer, en son nom, les mises en demeure, les décisions de résiliation, ou encore les décomptes généraux et définitifs, mais uniquement pour les marchés et bons de commande inférieurs à chacun des seuils fixés à l'article 4.2.2, ainsi que les ordres de service notifiant les décisions de poursuivre les travaux au-delà de la masse initiale du marché ou bon de commande, sous réserve que le nouveau montant du marché ou bon de commande fixé par cet ordre de service demeure inférieur à chacun des seuils fixés à l'article 4.2.2.

4.2.7 - Tout acte nécessaire à l'exécution des marchés, contrats et conventions visés aux alinéas 4.2.4 et 4.2.5.

4.2.8. Les transactions d'un montant inférieur ou égal à 750 000 d'euros hors taxes visant à régler les litiges nés dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés, bons de commande et conventions susvisés, sous réserve que lesdits litiges n'aient pas été portés devant le juge.

4.2.9 - Les actes nécessaires aux opérations de construction, de démolition et d'aménagement foncier, tel que notamment les demandes de permis de construire, de démolition ou de déclaration de travaux.



4.2.10 - Les actes pouvant concourir à l'application de la réglementation, notamment environnementale et de la santé publique, à l'activité des projets listés ci-dessus, et entre autres les demandes de déclaration, d'autorisation ou d'enregistrement.

Article 5

De donner délégation aux chefs de projets listés à l'article 4 de la présente délégation à l'effet de signer, en son nom, les actes suivants, pris pour les besoins de leur(s) projet(s) respectif(s) :

- tous les actes nécessaires à la mise en œuvre, par la RATP en tant qu'entreprise utilisatrice, des prescriptions définies par les articles R.4511-1 à R.4515-11 du code du travail et applicables aux interventions d'une ou plusieurs entreprises extérieures sur un site de la RATP pour les besoins de leur projet, quel que soit sa nature, pour laquelle MOP est donneur d'ordre au sens de l'IG435. Ces actes sont notamment les procès-verbaux des inspections communes préalables et les plans de prévention.
- tous les actes nécessaires à la mise en œuvre des prescriptions définies par les articles R.4532-1 et suivants du code du travail et incombant à la RATP en tant que maître d'ouvrage, dans le cadre de la coordination lors des opérations de bâtiment et de génie civil. Ces actes sont notamment les lettres de mission désignant les coordonnateurs en matière de sécurité et de protection de la santé et les marchés désignant ces mêmes coordonnateurs, dans les conditions et les limites définies aux articles 4.2.1 et 4.2.2.

Article 6

Donner délégation à :

- M. Florent NICOLAS, directeur adjoint de l'opération de prolongement de la ligne 14, en charge du projet de prolongement de la ligne 14 à Orly, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe MOYAL ;
- M. Eric LEBRUN, chef de projet, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Emmanuel SOLOGNY ;
- M. Philippe MOYAL, chef de projet ou M. Jessica MARROUZE, chef de projet, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Nicolas BEAUGENDRE ;
- M. Philippe MOYAL, chef de projet ou M. Nicolas BEAUGENDRE, chef de projet, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Jessica MARROUZE ;
- M. Emmanuel SOLOGNY, chef de projet, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean- Daniel SCHMITT ;
- M. Nicolas BONFILS, chef de projet, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Laurent CHASSAGNE ;
- M. Laurent CHASSAGNE, chef de projet ou M. Sébastien PICHON, chef de projet, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Nicolas BONFILS ;



- M. Florent NICOLAS, directeur adjoint de l'opération de prolongement de la ligne 14, en charge du projet de prolongement de la ligne 14 à Orly, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Eric LEBRUN ;
- M. Florent NICOLAS, directeur adjoint de l'opération de prolongement de la ligne 14, en charge du projet de prolongement de la ligne 14 à Orly, ou M. Nicolas BONFILS, chef de projet, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marine LECLEF ;
- M. Florent NICOLAS, directeur adjoint de l'opération de prolongement de la ligne 14, en charge du projet de prolongement de la ligne 14 à Orly, ou M. Nicolas BONFILS, chef de projet, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Sébastien PICHON ;
- M. Philippe MOYAL, chef de projet, ou M. Laurent CHASSAGNE, chef de projet, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Yannick SOLON ;
- M. Florent NICOLAS, directeur adjoint de l'opération de prolongement de la ligne 14, en charge du projet de prolongement de la ligne 14 à Orly, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Watsana KOUROMALOS ;

à l'effet de signer en son nom tous les actes dont la signature a été déléguée par la présente décision.

Article 7

Cette décision annule et remplace les notes de département :

- n°2018-73 en date du 23 mars 2018,
- n°2019-90 en date du 28 mai 2019,
- n°2019-94 en date du 25 janvier 2019,
- n°2019-126 en date du 29 mai 2019,
- n°2019-127 en date du 29 mai 2019,

Article 8

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel des actes de la RATP, mis en ligne sur le site internet de cette dernière (www.ratp.fr).

Fait le 09 mars 2020

Le directeur du département MOP

C. CONDE